Fondation Jean Jaurès

International

LA RUSSIE ENTRE COVID-19 ET CRISE ÉCONOMIQUE

Jean-Louis Truel

27/05/2020

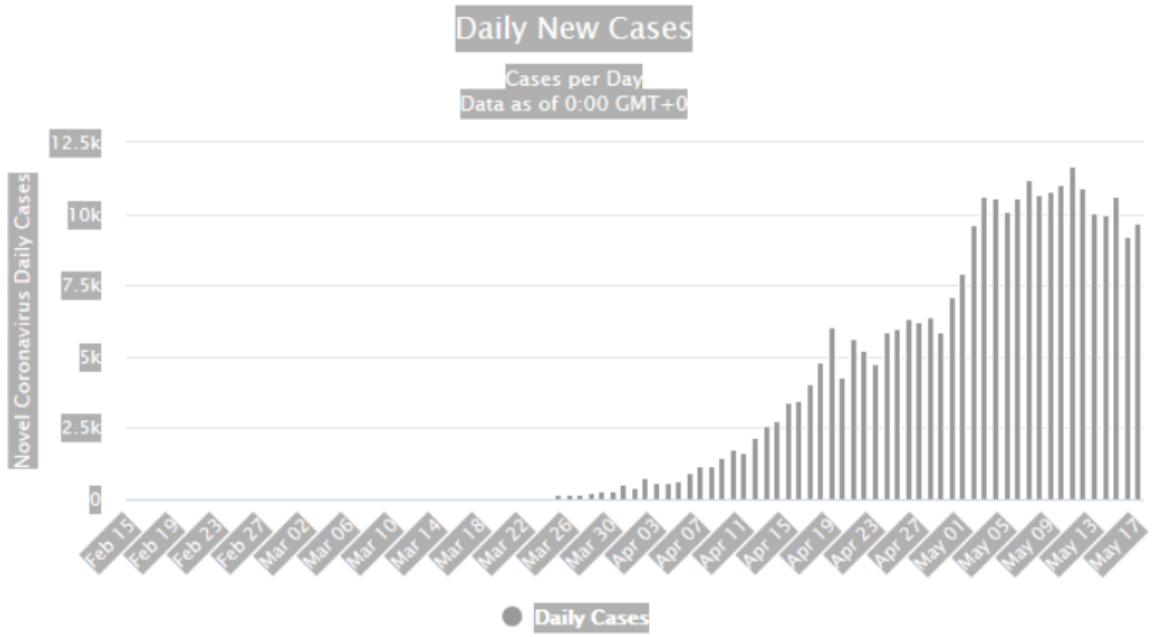
Jean-Louis Truel, chargé de cours à l'université Paris Est Créteil et consultant, analyse la situation sanitaire liée au coronavirus en Russie et les stratégies mises en place par les autorités, mais également ses impacts notamment économiques et sociaux et leur possible évolution.

En Russie, l'articulation entre la crise sanitaire et la crise économique est inversée par rapport à l'Europe occidentale et aux États-Unis, ce qui entraîne une gestion spécifique des priorités et des conséquences probables différentes.

La crise de la Covid-19 s'est d'abord manifestée sur le plan macro-économique, à cause de la chute des cours du pétrole entraînée par la baisse de la demande mondiale et l'impossibilité de trouver un accord de réduction de la production entre la Russie et l'OPEP le 6 mars 2020. La crise sanitaire proprement dite ne s'est significativement manifestée que quelques semaines après, entraînant en retour un deuxième choc économique, avec un impact particulièrement fort pour les petites entreprises, leurs salariés et les précaires.

Une crise sanitaire plus tardive qu'ailleurs

La Russie a commencé à être touchée par la crise de la Covid-19 assez tardivement : 63 cas au 15 mars 2020 – contre 24 000 en Italie par exemple. La contamination s'est poursuivie à bas bruit pendant plusieurs semaines et s'est accélérée à partir de mi-avril dernier. De 37 000 cas recensés et 310 morts au 16 avril, on est passé à 106 498 cas et 2000 morts au 30 avril, pour atteindre 362 000 cas et 3800 morts au 26 mai 2020.



Source : Worldometers.info.coronavirus.

La Russie est maintenant le troisième pays présentant le plus de cas testés de contamination derrière les États-Unis et le Brésil. Rapporté à la population, c'est du même niveau que la France et l'Allemagne, et deux fois moins que les États-Unis. Depuis le 5 mai dernier, le nombre de nouveaux cas quotidiens avérés s'est stabilisé entre 8 500 et 11 000. Environ 40% des cas sont constatés à Moscou, suivi par Saint-Pétersbourg et des poches régionales : Daghestan, région de Mourmansk, Yakoutie, Krasnolarsk, etc.

En revanche, le nombre total de morts déclaré est beaucoup plus faible que dans les principaux pays européens et surtout qu'aux États-Unis, près de trois fois moins qu'en Allemagne, et dix fois moins qu'en France en valeur absolue. L'écart est encore plus flagrant rapporté à la population : 24 morts par million d'habitants contre 100 en Allemagne et 430 en France.

	Nombre total de cas confirmés par test	**Nombre de morts**	**Cas confirmés /1 million d'habitants**	**Nombre de morts/ 1million d'habitants**	**Nombre total de tests**	**Tests/ 1 million habitants**

	Nombre total de cas confirmés par test	Nombre de morts	Cas confirmés /1 million d'habitants	Nombre de morts/ 1million d'habitants	Nombre total de tests	Tests/ 1 million habitants
États-Unis	1 710 000	100 000	5 150	302	15 200 00	46 000
Russie	362 000	3 800	2 500	26	9 150 000	63 000
Royaume-Uni	261 000	36 900	3 800	544	3 550 000	52 000
France	183 000	28 400	2 800	436	1 400 000	21 000
Allemagne	180 000	8 400	2 150	100	3 600 000	43 000

Source : Worldometers.info.coronavirus, 25 mai 2020 sauf 26 mai 2020 pour la Russie.

Le nombre de décès quotidiens était stable à environ une centaine depuis le 30 avril puis est monté entre 130 et 170 à partir du 19 mai dernier. Cette situation atypique a plusieurs explications.

La première est une sous-estimation possible des décès. Cette sous-estimation est sans doute plus importante que dans d'autres pays, notamment parce que la définition de « décès par Covid-19 » est plus restrictive qu'ailleurs ; elle est cependant insuffisante pour expliquer la totalité des écarts. Une étude publiée par le *New York Times* le 11 mai 2020 recense la surmortalité globale en avril 2020 par rapport à avril 2019 dans une trentaine de pays et de zones urbaines. À Moscou, elle est de 17%, contre 277% à New York, 46% en Italie, 44% en France, et 5% en Allemagne. Elle est supérieure au nombre de décès officiellement attribués à la Covid-19 – 1700 contre 642, ce qui est corroboré par un communiqué de la ville de Moscou du 16 mai dernier indiquant que 60% des décès ne sont pas comptabilisés. Cependant, même en appliquant un ratio de 1 à 2,5 sur l'ensemble de la Russie, on aboutit à un total de 9 à 10 000 morts, nombre important, mais rapporté à la population encore très inférieur à celui des principaux pays européens.

Une autre explication tient à la politique suivie. Dès fin janvier 2020, les frontières avec la Chine ont été fermées ; fin février, des mesures d'interdiction frappant les ressortissants étrangers de certains pays fortement contaminés ont été mises en place ; début mars, les personnes, y compris les citoyens russes, arrivant à Moscou depuis la Chine, l'Italie, la France, l'Allemagne, et l'Espagne ont été soumis à un confinement de quatorze jours. À partir du 28 mars 2020, les magasins, bars, restaurants et autres lieux publics ont été fermés à Moscou, puis dans le reste du pays. Une semaine de congés a été décrété le 28 mars ; elle a ensuite été prolongée jusqu'à fin avril, puis jusqu'au 12 mai – et même fin mai à Moscou. Les frontières ont été fermées le 30 mars.

Ensuite, la Russie a mis en place une campagne de tests de grande ampleur dès le début de l'épidémie : près de 9 millions de test en deux mois, soit 60 tests pour 1000 habitants, et plus de 200 000 tests quotidiens à partir de mai. Le nombre de nouveaux cas est donc autant le reflet de la politique de test que d'une explosion des contaminations : 4% des tests sont positifs, ce qui correspond aux chiffres de l'Allemagne au milieu de l'épidémie, alors que ce chiffre est de 12% en France.

Cela a permis de détecter les cas peu symptomatiques et asymptomatiques et surtout de les isoler très rapidement avec des règles de confinement des cas positifs très strictement appliquées. De plus, le pourcentage de cas peu graves étant élevé, cela peut expliquer en partie le faible taux de mortalité par rapport aux contaminations avérées.

Un autre facteur de faible mortalité est la relative jeunesse de la population contaminée – 45 ans en moyenne – explicable en partie par la concentration des cas et des tests à Moscou. De plus, les femmes représentent une part importante de la population âgée en Russie, or leur taux de mortalité de la Covid est statistiquement plus faible.

Un facteur d'inquiétude, l'état du système de santé

Il est fragilisé depuis les réformes de 2012 qui ont entraîné la fermeture d'hôpitaux et la suppression de milliers de postes de soignants. La situation est inégale à Moscou, avec de fortes différences entre centres publics et privés. Comme c'est là où le nombre de cas est le plus élevé, on constate malgré tous des pénuries et des manques d'équipements pour les soignants. La situation est encore plus critique en province. En effet, les réorganisations des dernières années ont laissé se dégrader les infrastructures au nom d'impératifs économiques. Les personnels sont sous-équipés et sous-payés. Les médecins expérimentés sont partis et il faut recourir à des praticiens tout juste formés, voire encore étudiants. Cette situation a même entraîné des mouvements sociaux et des démissions, notamment dans la région de Moscou, à la suite du non-paiement de

primes promises. Surtout, le personnel de santé est touché de manière disproportionnée : officiellement 200 morts au moins, depuis le début de l'épidémie, le double selon certaines associations. On compte 1500 contaminations dans la seule Saint-Pétersbourg, 400 hôpitaux atteints dans tout le pays, des dépressions et des suicides.

La surcharge du système peut aussi expliquer l'accroissement de la mortalité générale, les autres maladies étant mal prises en charge.

Les perceptions

L'isolement des personnes testées positives est systématique. Le reste de la population est soumis à des mesures assez strictes, notamment à Moscou.

Certaines mesures sanitaires proprement dites, comme le lavage des mains, sont relativement bien perçues et suivies – héritage de la tradition soviétique ?

En revanche, la distanciation sociale et le port du masque sont moins bien respectés. Les personnes ayant des symptômes n'appellent pas les urgences mais vont directement dans les centres médicaux, à l'encontre des recommandations officielles. Le confinement est de plus en plus mal vécu, même si la frange la plus favorisée de la population a pu se réfugier dans sa *datcha*. Il semble y avoir aussi un accroissement des violences conjugales.

Au début, la Covid-19 a été vue avec un certain fatalisme, considérée beaucoup moins mortelle que l'alcoolisme, les accidents de la route, voire la tuberculose (11 000 morts par an). L'inquiétude s'est ensuite étendue, notamment quand est apparue la saturation du système de santé.

Les conséquences économiques du confinement se font maintenant fortement sentir, entraînant un renforcement du mécontentement.

Les évolutions possibles

Il y a encore une incertitude sur l'évolution de la situation dans les prochaines semaines. Les plus pessimistes parlent d'un scénario « à l'italienne », avec une courbe exponentielle jusqu'à mi-juin prochain, pour les cas comme pour les décès ; d'autres parient sur un tassement du nombre de cas et surtout un taux de mortalité restant faible – scénario allemand.

Au 26 mai 2020, c'est un scénario intermédiaire qui semble se dessiner : stabilisation sous les

10 000, voire décrue du nombre de nouveaux cas quotidiens, avec cependant une augmentation des décès, actuellement 170 par jour. C'est l'hypothèse retenue par les autorités, qui ont décidé une réouverture graduelle de l'économie et des différentes activités, sous l'autorité des gouverneurs de régions. Moscou et Saint-Pétersbourg restent des points sensibles, mais relativement sous contrôle. À l'inverse, certaines régions abritent des foyers de forte contamination. C'est en particulier le cas de la République du Daghestan (Caucase) ou de la région de Krasnoïarsk en Sibérie. Les forces armées sont également très touchées. Une accélération de la contamination à partir de ces foyers n'est donc pas à exclure.

Un double choc économique

Le premier impact de la Covid-19 est indirect. C'est la baisse de la demande mondiale de pétrole initiée en Chine en janvier derneir et accentuée à partir de février-mars. L'OPEP+ (OPEP + Russie) n'a pas apporté de réponse coordonnée lors de sa réunion du 6 mars 2020, la Russie ne souhaitant pas réduire sa production pour ne pas laisser des parts de marché aux producteurs américains. La mise à l'arrêt d'une grande partie des secteurs fortement consommateurs de pétrole – transport, industrie – et des mécanismes spéculatifs ont engendré une spirale descendante des prix : le baril de brent qui se situait entre 55 et 65 dollars au deuxième semestre 2019 a chuté brutalement en dessous de 20 dollars à la fin mars, pour remonter autour de 35 dollars à la mi-mai 2020.

Évolution du prix du baril de Brent depuis juin 2019 (dollars US)

Source : Boursorama.

Le minimum atteint en avril (17 dollars) est un record absolu depuis plus de vingt ans. Cependant, la Russie a déjà été confrontée à une baisse de grand ampleur en 2008 (effondrement de 132 dollars de juillet à décembre) et en 2014-2016 (110 dollars en février 2014, 27 dollars en janvier 2016).

L'impact macro-économique

Dès mars dernier, l'impact négatif de la chute du prix du pétrole a été perçu par les économistes et par le gouvernement. En effet, le pétrole représente 30% du PIB et son cours conditionne l'équilibre budgétaire : une baisse des prix de 50% creuse le déficit budgétaire de 5 à 7% du PIB.

Les prévisions ont divergé. Fin mars 2020, le consensus était autour de 3% de chute du PIB. Actuellement, il est plutôt entre 4 à 6% (Banque centrale, Fonds monétaire international), certains analystes allant jusque moins 10%.

Mais jusqu'à un certain point, la Russie est moins vulnérable qu'en 2014 :

- l'économie est légèrement plus diversifiée, notamment à cause de la politique de substitution aux importations ;

- l'endettement extérieur en devises fortes est très peu important – effet des sanctions de 2014 – bien qu'il soit difficile d'emprunter à nouveau ;
- le gouvernement avait accru les réserves en devises *via* un « Fonds de bien-être national ». Celui-ci représente 10% du PIB. Il n'est pas encore pleinement activé – le gouvernement veut garder des réserves si la crise dure.

La question macro-économique de fond est de savoir quel va être le cours du pétrole dans les prochains mois. Un prix à 35 dollars entraînerait une situation difficile mais pas insurmontable. Pour mémoire, le budget 2020 a été construit sur une hypothèse de 42 dollars le baril. En dessous de 30 dollars, on entrerait en terre inconnue.

L'effet économique de la Covid-19

C'est l'effet économique qui est le plus immédiatement visible pour la population. Le confinement a entraîné la fermeture de nombreuses entreprises, surtout dans le commerce et la restauration.

Les mesures de soutien à l'économie visent principalement les grandes entreprises et les entreprises stratégiques : prêts, garanties, probablement à terme achats publics, soutien à la consommation automobile, à l'industrie pétrolière, au secteur aérien. Elles sont très faibles pour le reste de l'économie. Par exemple, le mois d'avril 2020 a été déclaré chômé, avec prolongement jusqu'au 10 mai, mais l'État n'a assuré qu'une faible compensation : prise en charge des salaires d'avril à hauteur de 12 000 roubles (150 euros) par salarié, qui plus est ne tenant pas compte de l'économie grise – salaire partiellement non déclaré. La Russie n'a jamais eu de dispositif efficace de soutien aux TPE/PME, qui sont les plus impactées par le confinement : un sondage publié le 22 mai 2020 par le « médiateur » des entreprises indique que 53% des PME craignent une catastrophe les concernant.

Cela va se répercuter sur la partie la plus fragile de la population. Or plus de la moitié des ménages russes n'a pas d'épargne. Le chômage – au sens du Bureau international du travail (BIT) – est passé de 4,6 à 7,2% de la population active, soit 5,3 millions de personnes. Cependant, ce chiffre est notoirement sous-évalué et on compte probablement 7 à 8 millions de personnes en non-emploi ou sous-emploi.

Globalement, l'absence de filets de sécurité à tous les niveaux – entreprises et ménages – entraîne un risque de délitement du tissu économique et social déjà fragile.

Les conséquences sociétales

La double crise actuelle va avoir des conséquences multiples. Sur le plan sociétal, l'impact principal de cette crise vient non pas tant de la Covid-19 mais de la réponse de l'administration et de l'appauvrissement d'une partie de la population. Elle vient de plus après l'impopulaire réforme des retraites et peut entraîner un mécontentement populaire axé sur l'économie.

On constate des révoltes ponctuelles – soignants, chantier Gazprom en république de Sakha (Yakutie) – axées sur les salaires et les conditions de travail.

Plus globalement, il y a une méfiance accrue vis-à-vis de la gestion de la crise par les autorités.

Un effet connexe est une possible réorganisation politique interne : une bonne partie de la gestion de crise a été déléguée aux gouverneurs et aux autorité locales. À Moscou, cela s'est traduit par l'omniprésence du maire, Sergueï Sobianine.

Les conséquences économiques

La crise de 2008-2009 a fait prendre conscience aux dirigeants russes de la fragilité d'une économie trop tournée sur l'exploitation des ressources naturelles. Elle a engendré un mot d'ordre : la « modernisation », avec une tentative de développement du secteur privé et des secteurs innovants. Cette stratégie s'est heurtée à la pesanteur des secteurs traditionnels et au poids politique des « oligarques ». Elle s'est ensuite trouvée en décalage avec le discours de reconquête nationale mis en place à partir de 2014.

Après 2014, on a constaté une reprise en main de l'économie par les pouvoirs publics, avec des mots d'ordre de substitution aux importations et d'autonomie stratégique. Le discours volontariste de réindustrialisation s'est accompagné d'un renforcement du rôle de l'État dans les décisions stratégiques, les politiques d'achats publics et le financement.

En 2019, le président Poutine a annoncé une série de « grands projets nationaux », économiques et sociaux. Leur avenir est incertain.

La crise actuelle va sans doute encore renforcer la centralisation économique et la puissance des grands groupes, toujours sous l'égide de l'État. Cependant, il semble y avoir une évolution dans les secteurs prioritaires, avec l'émergence d'un « bloc technologique », favorisé par le Premier ministre Mikhaïl Michoustine, et s'appuyant sur un réseau d'entreprises déjà relativement

performantes dans le domaine des hautes technologies. Cependant, le reste du tissu économique, notamment les PME, risque d'être une nouvelle fois délaissé.